

Mécanisme de financement mondial Document d'approche des DSSR

APERÇU

Le présent document vise à montrer comment la théorie du changement actuelle du Mécanisme de financement mondial (GFF) est spécifiquement utilisée pour faire progresser les droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR)¹.

Il est important de noter que ce document est fondé sur les principes du GFF relatifs au leadership des pays et qu'il se concentre sur les possibilités de mieux tirer parti des systèmes nationaux et de renforcer les partenariats afin d'améliorer les résultats en matière de DSSR tout en soutenant les pays dans l'élaboration de systèmes durables pour la couverture santé universelle (CSU).

Le document met en évidence les domaines d'investissement, les extrants et les résultats prioritaires soutenus par le partenariat et les domaines dans lesquels des efforts et une collaboration supplémentaires peuvent aider à atteindre les objectifs du partenariat du GFF en matière de DSSR et à améliorer les résultats en ce qui concerne la santé des femmes, des enfants et des adolescents.

ACTION REQUISE

Il est demandé au Groupe des investisseurs (GI) d'approuver l'approche proposée par le GFF en matière de DSSR, décrite dans le présent document, ainsi que la théorie du changement qui s'y rapporte.

CONTEXTE

Depuis 2015, le partenariat du GFF aide les pays partenaires à donner la priorité aux systèmes de santé clés et aux réformes de financement qui accéléreront les progrès en faveur des DSSR et de l'égalité de genre dans le cadre d'un effort plus large visant à améliorer les résultats en matière de santé pour les femmes, les enfants et les adolescents. Bien que de nombreux pays soutenus par le GFF aient réalisé des progrès sur certains aspects du programme des DSSR ces [dernières années](#), la pandémie de COVID-19 et les crises qui se chevauchent menacent ces progrès. En raison de graves perturbations des services de santé essentiels, les pays partenaires du GFF ont constaté des [réductions significatives de l'accès des femmes et des enfants aux services et aux DSSR](#). Les perturbations continues risquent de devenir des problèmes à long terme à moins que des mesures urgentes ne soient prises.

Le mandat du GFF, qui consiste à aider les pays à tracer des voies équitables et de plus en plus autosuffisantes vers la CSU et à garantir les DSSR pour les femmes, les adolescents et les populations vulnérables est au cœur de ce programme. Ces interventions nécessitent des systèmes solides pour garantir l'accès à des services de haute qualité et fondés sur les droits, ainsi qu'un financement durable pour que les changements de couverture se traduisent par une amélioration des résultats en matière de santé. Alors que les gouvernements cherchent à

¹ Lors de la référence et de la définition de son programme de DSSR, le GFF utilise la définition du rapport de la Commission Guttmacher-Lancet : « La santé sexuelle et reproductive est un état de bien-être physique, émotionnel, mental et social en relation avec tous les aspects de la sexualité et de la reproduction, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie, de dysfonctionnement ou d'infirmité. » Tout en reconnaissant que les progrès vers l'élargissement de l'accès aux services de DSSR reposent sur le contexte et la réalité de chaque pays.

investir dans la résilience des systèmes de santé, il est possible de s'assurer que ce programme d'investissement soutient un environnement favorable aux DSSR et à l'égalité de genre.

En 2020, la nouvelle stratégie du GFF a été approuvée pour la période de 2021 à 2025, guidée par cinq orientations stratégiques, comme suit :

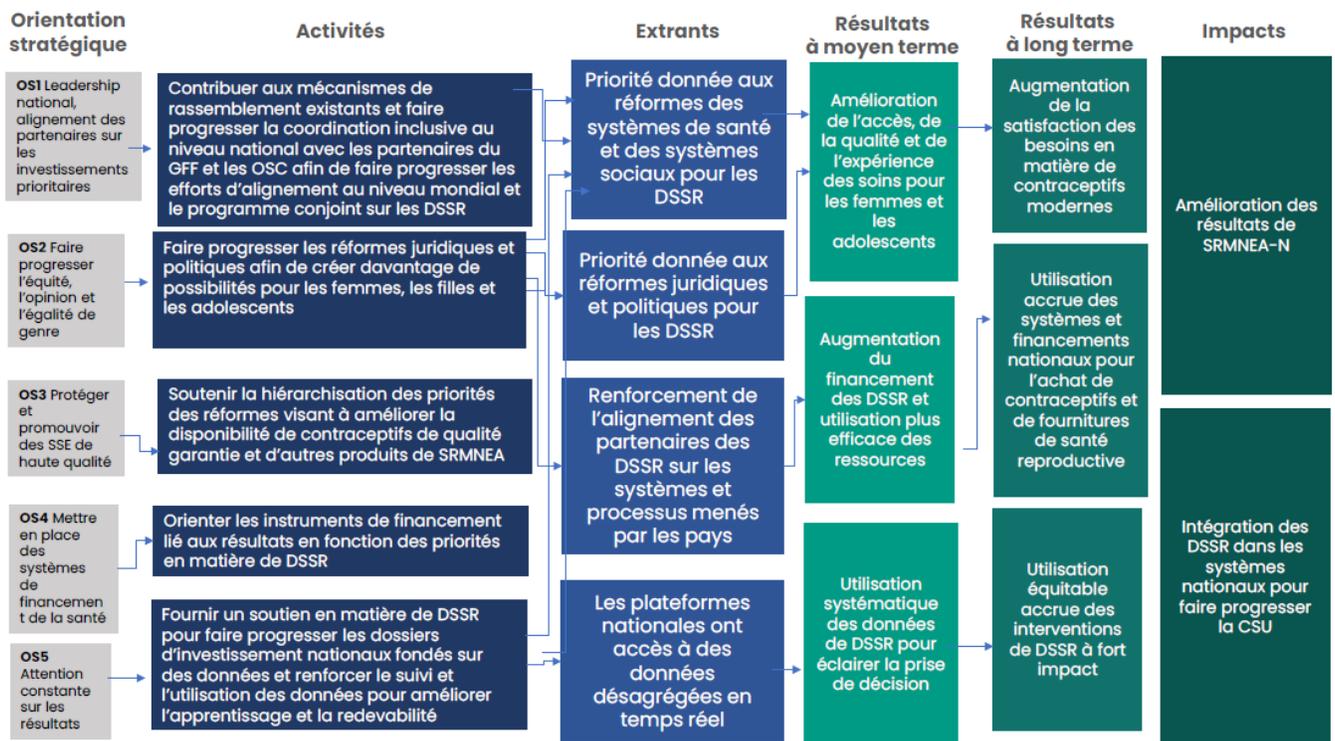
1. Orientation stratégique 1 : Renforcer le leadership national et l'alignement des partenaires sur les investissements prioritaires dans la santé des femmes, des enfants et des adolescents
2. Orientation stratégique 2 : Donner la priorité aux efforts visant à faire progresser l'équité, l'opinion et l'égalité de genre
3. Orientation stratégique 3 : Protéger et promouvoir des services de santé essentiels et de haute qualité en repensant la prestation de services
4. Orientation stratégique 4 : Mettre en place des systèmes de financement de la santé plus résilients, équitables et durables
5. Orientation stratégique 5 : Maintenir une attention constante sur les résultats

Conformément à la nouvelle stratégie et pour soutenir le mandat du GFF, des domaines d'investissement prioritaires en matière de DSSR ont été identifiés afin de respecter la [Feuille de route pour faire progresser l'égalité de genre](#) et la mise en œuvre [du plan d'accélération des DSSR](#), lancé par le partenariat du GFF lors du Forum Génération Égalité, notamment :

- Élargir l'accès à la planification familiale en améliorant la qualité, l'accessibilité, la disponibilité et l'acceptabilité des services de contraception pour plus de 25 millions d'adolescents, de filles et de femmes supplémentaires ;
- Intégrer des services complets de DSSR au cœur des systèmes de santé nationaux dans au moins 20 pays supplémentaires et catalyser un financement accru et plus efficace pour les DSSR ;
- Faire progresser les réformes juridiques et politiques dans 10 pays afin de créer davantage de possibilités pour les femmes, les filles et les adolescents d'accéder aux services et aux informations relatives aux DSSR et de promouvoir et protéger l'autonomie corporelle en créant un environnement favorable à la promotion des DSSR et à l'amélioration des résultats en matière de santé ;
- Accroître le soutien aux organisations, réseaux et mouvements dirigés par des femmes et des jeunes au niveau national pour promouvoir et protéger l'autonomie corporelle et les capacités en matière de DSSR en augmentant le financement des organisations de la société civile (OSC) et l'engagement des jeunes avec au moins 3 millions de dollars américains par an.

À long terme, les domaines d'investissement prioritaires visent à atteindre les objectifs ultimes d'amélioration des résultats en matière de santé reproductive, maternelle, néonatale, de l'enfant et de nutrition (SRMNE-N) et à garantir que les DSSR sont un élément essentiel de la réalisation de la CSU.

Figure 1.1. Théorie du changement



La théorie du changement en matière de DSSR est guidée par des domaines d'investissement prioritaires, liés aux orientations stratégiques et soutenus par le Secrétariat du GFF et le partenariat. Le financement sera tiré du Fonds Fiduciaire du GFF, ainsi que des opportunités d'alignement et de cofinancement des partenaires du GFF. Voir l'annexe A pour une discussion des résultats à long terme et à moyen terme de l'approche des DSSR proposée.

INVESTISSEMENTS PRIORITAIRES POUR LES DSSR

1. Faire progresser la coordination et l'alignement au niveau des pays grâce à un programme technique conjoint

Dans les pays partenaires du GFF, les plateformes nationales à multiples parties prenantes fournissent un point d'entrée important pour l'alignement et la coordination en matière de DSSR. Par exemple, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) a joué un rôle essentiel dans l'élaboration des dossiers d'investissement au Mozambique et au Cameroun, en veillant à ce que la planification familiale et les DSSR des adolescents soient clairement prioritaires. Au Kenya, [Track20](#) et [ThinkWell](#) ont été étroitement impliqués dans l'utilisation des données de planification familiale pour déterminer les [subventions du secteur de la santé](#) au niveau des comtés. Au Mozambique, Track20 a contribué à informer la fixation des objectifs pour la restructuration d'un projet de la Banque mondiale contribuant au financement du dossier d'investissement.

En s'appuyant sur ces collaborations, un engagement stratégique accru sera nécessaire pour faire avancer des questions telles que l'accès aux produits de santé reproductive et le financement des contraceptifs, et pour créer une vision commune et un programme de données factuelles sur ce à quoi ressemblent des systèmes de santé et un programme de financement sensibles aux DSSR, y compris la priorité donnée aux meilleurs achats.

Bien que l'engagement du gouvernement soit le principal moteur des réformes, il existe un potentiel inexploité pour que d'autres parties prenantes, telles que les organisations de la société civile et les groupes locaux de femmes et de jeunes, puissent s'engager davantage. La stratégie du GFF reconnaît la nécessité de renforcer ce domaine, et en particulier, la nécessité d'une [utilisation catalytique des fonds pour surmonter les obstacles à la participation](#). En outre, il est crucial de fournir un forum où les adolescents et les jeunes peuvent non seulement exprimer leurs besoins en matière de DSSR, mais aussi voir ces besoins satisfaits. Un financement mis en commun et aligné en faveur des jeunes et des OSC sera essentiel pour renforcer le mouvement et les voix nationales existantes. Le programme d'apprentissage conjoint sur le financement de la santé ainsi que le soutien aux nouvelles OSC hôtes fournissent les mécanismes clés, qui peuvent être développés et exploités grâce au partenariat.

Dans le cadre de ces efforts globaux visant à renforcer la coordination et l'alignement, il sera également important de saisir l'opportunité significative de renforcer l'engagement avec les rassembleurs mondiaux sur les DSSR. Le renforcement de la coordination et la participation conjointe aux plateformes de rassemblement mondial seront essentiels pour faire progresser les efforts d'alignement des pays et assurer la cohérence entre les aspirations mondiales et la réalité des pays. Ces engagements peuvent également être utiles pour accélérer les progrès sur des questions techniques communes. Les exemples incluent une collaboration avec la *Reproductive Health Supplies Coalition* (RHSC) pour [modéliser l'impact des efforts d'atténuation de la COVID-19 sur les besoins en contraceptifs](#) et une analyse pour comprendre l'exposition des pays aux réductions des subventions des bailleurs de fonds en faveur de l'UNFPA. L'analyse des risques de l'UNFPA a alimenté les efforts du GFF en matière de subventions pour la continuité des services de santé essentiels, menant à un nouveau financement des contraceptifs et autres fournitures de santé reproductive.

L'encadré 1.1 présente une collaboration entre le GFF et la Banque mondiale visant à soutenir l'élaboration d'un cadre fondé sur des données probantes pour la santé des adolescents.

Encadré 1.1. ADLAB : une occasion d'accélérer un cadre fondé sur des données probantes pour la santé des adolescents

Pour combler les lacunes et soutenir la mise à l'échelle de la santé des adolescents, pour laquelle les DSSR sont un élément clé, le GFF élabore l'initiative ADLAB (Apprentissage, actions et analyse comparative de la santé des adolescents) en collaboration avec le groupe de recherche sur l'économie du développement de la Banque mondiale et ses partenaires. Cet effort soutiendra un réseau de recherche composé de partenaires universitaires et techniques locaux afin de soutenir la recherche sur la mise en œuvre de l'intensification des interventions en matière de santé des adolescents par le biais des systèmes nationaux et de répondre aux questions de recherche prioritaires provenant des pays soutenus par le GFF en partenariat avec les adolescents eux-mêmes.

2. Soutenir les réformes juridiques et politiques afin de créer davantage d'opportunités pour les femmes, les filles et les adolescents

Le partenariat du GFF est particulièrement bien placé pour tirer parti du financement des politiques de développement (FPD) de la Banque mondiale afin d'aider à atténuer les obstacles juridiques et structurels aux DSSR et à l'égalité de genre. Cela implique un soutien analytique et un engagement avec les gouvernements autour d'actions politiques prioritaires à inclure dans les opérations de soutien budgétaire.

Pour faire avancer ce programme, il faut tirer parti du partenariat grâce à l'expertise dans le pays et au dialogue politique de longue date des partenaires du GFF avec les ministères au niveau national. Par exemple, au Niger, la collaboration avec l'UNFPA, qui a contribué à l'adoption d'un arrêté ministériel conjoint créant les conditions de la mise en place de clubs de santé scolaires, a été incluse comme action préalable dans une récente opération de politique de développement de la Banque mondiale. Ces clubs fournissent une éducation sexuelle complète dans les écoles secondaires. En outre, les investissements du GFF et de la Banque mondiale fourniront un financement des intrants pour soutenir la mise en œuvre des clubs de santé.

Des changements législatifs à l'engagement au niveau communautaire, le partenariat du GFF est bien placé pour fournir un large éventail d'analyses, de politiques et de dialogues politiques ainsi qu'un financement conjoint pour aider à créer un environnement juridique et politique favorable à la réalisation des DSSR complets pour les filles, les adolescents et les femmes.

3. Améliorer la disponibilité des contraceptifs et des produits de base de qualité assurée grâce à un programme de réforme conjoint

Dans la plupart des pays partenaires du GFF, les risques de financement importants liés à la disponibilité et à la qualité des produits de planification familiale dépendent fortement des paiements directs et du financement des bailleurs de fonds. Au cours des dernières années, le GFF s'est efforcé de combler les lacunes dans le financement des contraceptifs par le biais d'opérations de l'Association internationale de développement (IDA) cofinancées par le GFF. Les exemples incluent la République démocratique du Congo (RDC), le Burkina Faso, le Kenya, l'Ouganda, la Guinée et la République centrafricaine. Plusieurs pays s'attaquent actuellement à de graves pénuries de disponibilité de l'approvisionnement par le biais de subventions du GFF pour les services de santé essentiels, en collaboration avec l'IDA. Alors que les pays décident individuellement s'ils doivent donner la priorité à l'utilisation de financements concessionnels pour financer les contraceptifs, ils doivent également envisager une stratégie de durabilité à plus long terme pour les contraceptifs.

Des efforts supplémentaires pourraient être déployés dans le cadre du partenariat du GFF pour renforcer les capacités du système afin de créer un environnement favorable à des achats de haute qualité grâce à des investissements dans les capacités techniques, un financement groupé et l'utilisation d'instruments de financement liés à la performance.

L'Éthiopie fournit un exemple de la façon dont les ressources mises en commun pour un dossier d'investissement, avec une structure de financement solide, peuvent potentiellement conduire à la priorité donnée aux ressources pour les contraceptifs. Le gouvernement de l'Éthiopie, le GFF, la Banque mondiale et une série d'autres partenaires soutiennent le financement conjoint du Fonds de performance des objectifs de développement

durable (SDGPF).² Le SDGPF répartit les risques entre un ensemble diversifié de bailleurs de fonds, y compris le gouvernement, créant ainsi plus de résilience et soutenant les systèmes nationaux pour gérer des fonctions importantes telles que l'achat de produits de contraception et de santé reproductive. La répartition des ressources de l'IDA et du GFF est versée au SDGPF sur la base des résultats obtenus, y compris les résultats en matière de planification familiale. À plus long terme, l'intégration aux systèmes de gestion des finances publiques signifie que les efforts à grande échelle visant à étendre l'espace budgétaire pour la santé peuvent avoir des avantages pour les produits de planification familiale. En outre, l'effort de collaboration en cours avec l'UNFPA, axé sur la stratégie de transition du Partenariat pour les fournitures et le financement de contrepartie, constitue un point d'entrée pour l'alignement et les programmes techniques et de réforme conjoints avec le pays en vue d'une plus grande durabilité.

4. Orienter les instruments de financement liés aux résultats vers les priorités en matière de DSSR

Même avant les impacts de la COVID-19, la plupart des pays partenaires du GFF présentaient un espace budgétaire et une capacité de génération de revenus limités. Aujourd'hui, deux ans après le début de la pandémie et alors que les pays sont confrontés à de multiples crises, les budgets sont devenus encore plus limités. Par conséquent, aider les pays à maximiser l'optimisation des ressources est un élément clé du modèle du GFF, notamment en reliant le financement aux résultats.

Le recours au financement par subvention du GFF et de l'IDA pour soutenir les réformes d'achat stratégique a été utilisé par les ministères de la Santé dans les pays partenaires pour déplacer plus de ressources vers les établissements de santé de première ligne qui incluent des interventions en matière de DSSR, créant ainsi un environnement favorable aux DSSR dans les gouvernements locaux. Les exemples incluent le Mozambique, qui utilise un indicateur lié au décaissement (DLI) lié à l'expansion des services de SSR par le biais de la plateforme de santé scolaire et un DLI pour le programme national de planification familiale. Au Bangladesh, les DLI ont été utilisés pour créer un environnement favorable à la prestation de services de planification familiale post-partum, tandis qu'en Éthiopie, les DLI s'attaquent aux différences entre les zones rurales et urbaines en matière d'accès aux contraceptifs.

Les efforts visant à [institutionnaliser le financement basé sur les résultats](#), qui est en cours dans un certain nombre de pays, constituent un lien essentiel avec le programme de durabilité pour garantir que les interventions en matière de DSSR restent accessibles et de bonne qualité au niveau des soins primaires. Les opportunités importantes pour façonner collectivement les approches de financement direct des établissements et de financement basé sur les résultats comprennent l'affinement des indicateurs, la correction des lacunes dans les systèmes de données administratives, et l'augmentation de l'accent mis sur la qualité, l'équité (y compris la réactivité des adolescents), et les services complets pour mieux s'aligner sur les aspirations du dossier d'investissement.

Dans le cadre de ce programme, il existe une opportunité de créer une cause commune sur l'utilisation des ressources nationales et les efforts de mobilisation, étant donné l'importance d'un financement adéquat pour les soins de santé primaires et communautaires qui permettent d'obtenir des résultats complets en matière de DSSR et de santé publique plus large. Cela pourrait s'étendre aux politiques d'efficacité allocative et technique qui

² Notre analyse des données des [Indicateurs de sécurité contraceptive](#) suggère que seuls deux pays à faible revenu ont enregistré en moyenne plus d'un million de dollars américains de dépenses publiques pour les contraceptifs entre 2017 et 2019 : le Burkina Faso (1 001 171 de dollars américains) et l'Éthiopie (16 260 804 de dollars américains).

donnent la priorité au financement des services de première ligne ainsi qu'aux réformes qui s'attaquent aux goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement pour les produits de santé essentiels, y compris les contraceptifs.

5. Développer les investissements conjoints pour améliorer les dossiers d'investissement nationaux fondés sur des données et pour renforcer le suivi et l'utilisation des données

Des déficits majeurs existent dans la disponibilité des données de qualité sur les DSSR (y compris les mesures de l'expérience des soins), ainsi que des éléments de données manquants et de faible qualité saisis dans les systèmes de données administratives de routine, et une forte dépendance à l'égard des méthodologies basées sur des enquêtes pour suivre les changements de couverture. Par conséquent, dans le domaine de la planification familiale, le fait de continuer à s'appuyer sur des mesures de substitution peu fiables mises en place à partir des [nouvelles données d'utilisateurs crée de nouveaux défis](#). Les contributions de partenaires tels que l'UNFPA, Gutmacher, [FP2030](#) (et Track20) et la Banque mondiale – ainsi que de nouvelles approches analytiques innovantes – contribuent à améliorer la qualité et l'intégration de données fiables pour aider à guider les politiques et le financement. Les exemples incluent une récente collaboration avec le Groupe de recherche sur l'économie du développement de la Banque mondiale sur un [examen des données probantes sur les interventions de santé sexuelle et reproductive \(SSR\)](#). De même, au cours des 18 derniers mois, le Fonds fiduciaire du GFF a investi dans l'assistance technique par le biais de subventions pour la continuité des services essentiels accordées à 19 pays, ce qui comprend un soutien dédié au suivi du cycle rapide et au renforcement de l'utilisation des données. Ces approches analytiques peuvent être intégrées dans le [portail de données du GFF](#) en tant que guichet unique pour faciliter la disponibilité des données ainsi que pour soutenir le dossier d'investissement national pour l'établissement des priorités et la mise à l'échelle. La fonction [Connaissances et Apprentissage du GFF](#) peut fournir un espace collectif pour partager l'expérience des pays et connecter les plateformes nationales aux dernières données probantes.

En outre, il est essentiel de mettre en place un système sensible au genre pour comprendre et répondre aux besoins particuliers des femmes et des adolescents. Le Secrétariat du GFF travaille avec l'école de santé publique Johns Hopkins pour créer un tel système en : (1) renforçant les capacités et les services internes afin de développer des processus et des outils de planification, de suivi et d'évaluation tenant compte du genre et de l'équité ; (2) augmentant l'accessibilité, l'utilisation, la compréhension et l'adoption des données sur le genre et la SRMNEA-N par le biais d'un centre de ressources ; (3) améliorant la capacité des pays soutenus par le GFF à développer, suivre et agir sur le suivi et l'évaluation tenant compte du genre et de l'équité ; et (4) garantissant des systèmes renforcés et durables de suivi et d'évaluation tenant compte du genre et de l'équité pour la SRMNEA-N.

PROCHAINES ÉTAPES ET ÉVALUATION/REVUE DES PROGRÈS

L'approche des DSSR du GFF et la théorie du changement qui s'y rapporte représentent un programme consolidé pour le partenariat du GFF afin de travailler ensemble vers des objectifs communs pour améliorer l'accès à des DSSR complets. Le cadre est construit sur les principes du GFF de leadership national, d'égalité de genre, d'équité, d'efficacité, de concentration sur les résultats et de complémentarité, et il reflète les expériences et les enseignements des partenaires travaillant dans les pays du GFF.

D'autres possibilités de partenariat et de collaboration avec des partenaires spécifiques du GFF pourraient être élaborées aux niveaux national et mondial pour faire progresser les domaines d'investissement prioritaires. En

outre, des groupes de travail à durée déterminée du Groupe des investisseurs pourraient être recrutés pour soutenir l'opérationnalisation et la mise en œuvre de l'examen.

Un bilan annuel de la mise en œuvre de la théorie du changement et des domaines d'investissement prioritaires sera partagé avec le Groupe des investisseurs.

ANNEXE A

Résultats à plus long terme

1. Augmentation des besoins satisfaits en matière de contraceptifs modernes : Bien que nous reconnaissons que le programme des DSSR va bien au-delà de l'accès à la planification familiale, les contraceptifs représentent un domaine d'intervention critique contribuant aux DSSR et à l'autonomie corporelle (voir figure A.1). Il s'agit également d'un aspect particulièrement bien mesuré des DSSR, ce qui permet d'assurer la redevabilité sur certaines parties de ce programme.

2. Utilisation accrue des systèmes et financements nationaux pour l'achat de contraceptifs et de fournitures de santé reproductive : Pour l'ensemble des produits de DSSR, nous constatons la nécessité de disposer de cadres juridiques et de systèmes nationaux solides pour gérer les fonctions de réglementation, la prévision de la demande, l'approvisionnement, la distribution et l'utilisation des produits par les utilisateurs finaux afin de répondre aux besoins des femmes et des adolescents que ces systèmes cherchent à servir. Une augmentation de l'utilisation des systèmes nationaux par les gouvernements et leurs partenaires pour gérer les fonctions critiques de la chaîne d'approvisionnement et de la prestation de services constitue un indicateur important de la qualité du système et contribue à l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et à l'économie politique de l'allocation des ressources nationales.

3. Utilisation équitable accrue des interventions de DSSR à fort impact : La disponibilité des produits est une condition importante, bien qu'insuffisante, pour améliorer les résultats en matière de DSSR. L'utilisation d'interventions de haute qualité doit également augmenter de manière équitable et fondée sur les droits, sans laisser de côté les adolescents, les personnes extrêmement pauvres, les populations rurales et les autres groupes marginalisés.

Résultats à moyen terme et extraits d'investissement

Contribuant aux résultats à plus long terme et aux impacts globaux discutés ci-dessus, le GFF aide les pays à atteindre les trois résultats à moyen terme suivants :

1. Amélioration de l'accès, de la qualité et de l'expérience des soins pour les femmes et les adolescents : La contribution à ce domaine comprend l'augmentation de la priorité accordée aux réformes des systèmes sociaux et de santé répondant aux besoins en matière de DSSR et aux droits des femmes et des adolescents à décider de leur propre santé et de leur corps. Pour chaque pays, cela nécessite une compréhension des principaux goulots d'étranglement pour améliorer l'accès, la qualité et l'expérience, ainsi qu'un soutien au gouvernement et aux partenaires pour faire avancer un programme de systèmes pour y remédier. En outre, nous considérons que le GFF a un rôle important à jouer dans le soutien des réformes juridiques et politiques qui éliminent les obstacles pour les femmes et les adolescents afin de leur permettre de jouir de leurs DSSR et de cibler l'égalité de genre.

2. Accroissement du financement des DSSR et une utilisation plus efficace des ressources : L'expansion de l'espace budgétaire pour investir de manière adéquate dans les priorités des DSSR et l'augmentation de l'utilisation efficace de ces ressources constituent des aspects essentiels du programme d'alignement du GFF. Une plus grande utilisation des systèmes nationaux favorise un alignement plus étroit sur les priorités nationales des DSSR parmi les partenaires de développement, réduit les doubles emplois et a le potentiel de réduire les coûts des systèmes et de la prestation de services. En outre, l'utilisation des systèmes nationaux, y compris les systèmes

de gestion des finances publiques, pour réaliser les priorités des DSSR est un ingrédient clé pour améliorer l'investissement public national dans cet important domaine de la santé.

3. Utilisation systématique des données de DSSR pour éclairer la prise de décision : Comme pour d'autres priorités sanitaires importantes, les systèmes de suivi des résultats ont un rôle majeur à jouer pour éclairer la prise de décision des plateformes nationales. Les DSSR jouent également un rôle essentiel dans la disponibilité de données désagrégées et sensibles au genre par le biais d'une variété de systèmes et d'approches pour informer les priorités, soutenir la mise en œuvre et prendre des mesures correctives. Pour réaliser pleinement ces progrès en matière de DSSR – et donc pour les femmes et les adolescents –, un programme d'innovation sera également essentiel pour élaborer et mettre à l'échelle des approches de mesure de la qualité et soutenir la mise en œuvre à l'aide de systèmes de données de routine.